

Le numérique avec des mots [azerty]

n°7

TERRITOIRES

Estelle
Keraval

DIRECTRICE DE LA
TECHNOPOLE ANTICIPA
LANNION-GUINGAMP

Territoires : la fabrique du changement

Comment le numérique participe à l'attractivité des régions

Le local, nouvelle
valeur refuge selon
Brice Teinturier

Véronique Morali :
"Redonner confiance
aux femmes est la clé
de l'emploi"

Le renouveau
des villes moyennes
par Gil Avérous

RÉALISÉ PAR

Google

“ **L**a situation actuelle renforce le besoin d’ancrage à l’échelon local, car nous avons le sentiment de mieux maîtriser ce qui est proche. » Pour Brice Teinturier, observateur de la société française et invité de ce 7^e numéro d’Azerty, les territoires français ont plus que jamais le vent en poupe. Une question apparaît alors : comment leur permettre de tirer le meilleur parti de cet élan ?

À Lannion, dans les Côtes-d’Armor, la Technopole Anticipa, dirigée par Estelle Keraval, rassemble des acteurs publics et privés pour favoriser l’entrepreneuriat numérique et industriel. D’autres territoires innovent également pour dynamiser leur tissu économique et consolider leur résilience. Le Département du Loiret met ainsi ses données au service d’une mobilité plus efficace et plus sûre, alors qu’en Ile-et-Vilaine, les pouvoirs publics se mobilisent pour prévenir les cyberattaques. Google se tient à leurs côtés, en proposant des technologies adaptées et des formations aux compétences numériques.

Édito



Sébastien Missoffe
DIRECTEUR GÉNÉRAL
GOOGLE FRANCE

Cet engagement ne date pas d’hier. Depuis 2012, les équipes des Google Ateliers Numériques ont formé plus de 700 000 personnes dans 230 villes de France avec le soutien de 400 partenaires locaux, publics et privés. Aujourd’hui plus que jamais, il est essentiel d’accentuer les efforts en matière de formation pour contribuer au rayonnement des territoires. En effet, 230 000 postes sont à pourvoir d’ici 2025 dans le secteur numérique¹. Ces emplois d’avenir exigent des savoir-faire particulièrement recherchés. Face à de tels besoins, nous ouvrons un nouveau chapitre en lançant des formations en ligne professionnalisantes et ouvertes à toutes et à tous, permettant d’accéder à 4 métiers en tension : UX designer, Support IT, Project manager et Data analyst.

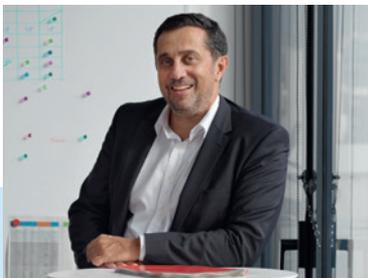
Rendre ces compétences accessibles au plus grand nombre est un défi humain plus que technologique. Nous faisons de notre mieux pour apporter notre pierre à l’édifice. Afin que chacun puisse profiter des opportunités offertes par le numérique et ce, partout en France.

¹ Source : Fédération Numenum.

4



8



11



18



17



27



32

4 Le local, nouvelle valeur refuge

Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, analyse le besoin d'ancrage à l'échelon local et les attentes en matière de numérique.

8 Monter en compétences, la clé de l'employabilité ?

Comment la formation facilite-t-elle le retour à l'emploi ? Pascal Blain, directeur de Pôle emploi PACA, répond.

11 Le renouveau des villes moyennes

Emploi, dynamisme des commerces, transition numérique... les enjeux des collectivités décryptés par Gil Avérous, président de Villes de France.

14 Voyage en terre d'innovation

À Lannion, sur la voie de l'entrepreneuriat avec Estelle Keraval et Éric Bothorel.

17 Accompagner les femmes vers l'emploi

La confiance est un levier essentiel pour l'entrepreneuriat, selon Véronique Morali, de Force Femmes.

18 Quand les entrepreneurs misent sur le numérique

Caroline, Philippe, Lise sont artisan-photographe, propriétaire de chambres d'hôtes, vigneronne, et développent leur activité en ligne.

22 Mobilité : le partage des données rebat les cartes

Regards croisés d'experts sur les nouveaux enjeux de la mobilité dans les territoires.

27 "Les cyberattaques n'arrivent pas qu'aux autres"

Sensibiliser et former : deux priorités pour les acteurs de la cybersécurité en Bretagne, et Jérôme Notin, directeur général de Cybermalveillance.gouv.fr.

32 Former pour rapprocher

Familles Rurales, Les Astroliens et Cité Tech, 3 associations engagées auprès des populations éloignées du numérique.

Brice Teinturier

DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSOS

“La question n’est pas de savoir si le numérique est une option mais comment s’en emparer”

—————> En ces temps incertains, les Françaises et les Français ont un sentiment de perte de repères et de contrôle sur leur vie. Par la proximité et les solidarités qu’il induit, le local s’est imposé comme une nouvelle valeur refuge. Le grand observateur de l’opinion, Brice Teinturier, directeur général délégué de l’institut de sondage Ipsos France, nous éclaire sur ce changement de paradigme et le rôle que peut jouer le numérique pour accompagner cette nouvelle responsabilité des territoires.



Sur quoi s'appuie le regain d'appétence des Françaises et des Français pour le local, consacré dans la notion de "territoires" ?

Pour la population française plus encore que dans d'autres pays, le monde est porteur de menaces toujours plus importantes qui viennent nourrir son pessimisme quasi structurel : une croissance incertaine et une inflation qu'on n'avait pas connue depuis 40 ans, des menaces sanitaires accrues, des interrogations sur les flux migratoires, une guerre aux portes de l'Europe, une protection sociale qui, en matière de santé notamment, se dégrade, sans parler, bien entendu, du réchauffement climatique et de la difficile transition écologique à mener. À ces menaces très concrètes s'ajoute maintenant le sentiment d'une incertitude et pire que

89%

des Françaises et des Français qui ne vivent pas dans les petites et les moyennes villes portent un regard positif sur elles

cela, d'une imprévisibilité de plus en plus grande accompagnée d'une vulnérabilité accrue, deux effets de la pandémie de la Covid-19. La conséquence principale d'une telle situation est que les individus ont de moins en moins le sentiment de contrôler ce qui arrive dans leur vie. Et la conséquence de cette situation est de renforcer le besoin d'ancrage à l'échelon local : nous avons le

sentiment de mieux maîtriser ce qui est proche, à la fois en termes de territoires, mais aussi de communautés et de solidarités locales.

Comment cette attractivité des territoires se traduit-elle dans l'opinion ?

58 % des Françaises et des Français pensent aujourd'hui que la mondialisation est une menace pour la France, 42 % seulement une opportunité ; et 64 % que notre pays doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui contre 36 % qu'il faut s'ouvrir à lui. Le besoin de protection nous pousse donc vers le local. Par la rupture de rythme qu'elle a introduite dans notre vie, la Covid-19 a aussi provoqué un autre rapport au temps, à l'espace et à la place du travail : pour une partie de la population, les confinements ont redonné à la nature et aux espaces verts une signification que l'immersion dans les flux de la grande ville avait tendance à nous faire oublier. À la vie trépidante s'est aussi ajoutée une recherche de plus de sens, de lenteur et d'harmonie, parfois. Certes, le monde reste une compétition permanente mais la recherche d'autres façons de travailler et de vivre a fait irruption depuis la pandémie de 2020.

Les petites et moyennes villes contribuent-elles à cette nouvelle attractivité des territoires ?

Les petites et les moyennes villes, c'est-à-dire jusqu'à 100 000 personnes, sont très bien placées dans l'imaginaire de la population française. 89 % de celles et ceux qui n'y vivent pas portent un regard positif sur elles. Elles correspondent assez bien à ce qui permet de répondre aux inquiétudes de nos concitoyennes et concitoyens, comme on l'a vu. Mais elles ont aussi des atouts propres : qualité de vie, tranquillité, dynamisme de la vie locale, offre culturelle jugée satisfaisante, activités sportives et de loisirs, coût du logement, sécurité...



Sur toutes ces dimensions, les personnes habitant dans des petites villes sont davantage satisfaites de la situation que le reste de la population. Mais il y a aussi des faiblesses, principalement de trois ordres : l'accès aux services de santé et, plus généralement, aux services publics ; les opportunités de créer une activité économique ou commerciale ; l'offre de mobilité et les déplacements. Pour les jeunes, la formation et l'insertion sont encore perçues comme plus faciles dans les grandes villes que dans les petites.

Les Françaises et les Français ont aussi des attentes en matière de numérique dans cette reconfiguration, quelles sont-elles ?

On observe une aspiration grandissante des Françaises et des Français à bénéficier d'outils et de services souples, rapides, efficaces et simples pour accéder à ce qui est devenu des normes de consommation en matière de consommation alimentaire, d'achat et de livraison à domicile mais aussi d'accès à de nombreux loisirs ou enfin, pour pallier des difficultés spécifiques : l'accès à la santé est un enjeu clé des territoires ruraux, on l'a dit, et le développement de la santé connectée une des façons d'y répondre, au moins partiellement. Bref, la question n'est pas de savoir si le numérique est une option mais comment s'en emparer et diffuser une culture et un usage plus grands de ce qui conditionne de plus en plus la vie des gens et une bonne partie de la richesse d'un pays.

En quoi le numérique participe-t-il à la richesse du pays ?

D'abord, il faut bien avoir à l'esprit le lien étroit qu'il y a entre la richesse d'un pays, son taux d'emploi et la qualité de la formation scientifique. L'un des problèmes clés de la France, qui explique son déclin relatif par rapport aux autres grands pays de l'OCDE, est la faiblesse de son taux d'emploi, lequel se traduit

“ Pour que le numérique puisse avoir un impact positif sur l'économie, tout l'écosystème doit favoriser le développement des compétences. ”

Brice Teinturier

par moins de richesses produites, plus d'inégalités et dès lors, plus de dépenses sociales pour combler ce manque, ce qui nécessite une pression fiscale plus élevée qu'ailleurs et/ou des déficits importants. Or, le taux d'emploi est lui-même fortement corrélé à la qualité de la formation scientifique. Et malheureusement, les chiffres sont, de ce point de vue, implacables et très négatifs pour la France : les résultats de l'enquête de l'OCDE sur le "programme international pour l'évaluation des compétences des adultes" (enquête PIAAC), réalisée dans 24 pays, montrent la faiblesse française par rapport aux autres pays, tout comme les enquêtes réalisées pour mesurer la culture scientifique des enfants de 4^e, qui nous situent au bas du tableau. L'économiste Patrick Artus a particulièrement bien mis en lumière ces différentes dimensions et leur lien étroit. Alors certes, la culture scientifique d'un pays ne se résume pas au numérique mais nous avons impérativement besoin de plus de profils ingénieurs et de scientifiques, d'une part, et de Françaises et Français totalement à l'aise avec les outils et la culture numérique, d'autre part. Tout ce qui peut donc être apporté pour renforcer la formation de la population française en ce domaine est déterminant pour favoriser

la croissance du pays, sa richesse mais aussi les possibilités de mobilité sociale, autre problème clé de la France.

Pensez-vous que les Françaises et les Français font le lien entre le numérique et une croissance durable ?

Non, ils ne le font pas directement ni spontanément. Mais l'idée d'une croissance "durable", qui existe depuis longtemps mais qui restait un peu dans les limbes, prend je crois une signification nouvelle depuis la forte visibilité des événements climatiques extrêmes. L'enjeu majeur, c'est bien le réchauffement climatique et la question d'une croissance qui doit perdurer mais en harmonie avec notre environnement au sens large. Cela suppose de repenser l'économie mondiale autour de circuits plus courts quand cela est possible, d'où la question du local, de limiter nos consommations d'énergie, de recycler davantage, de moins nous déplacer, etc. Or, le numérique a certes un impact, en particulier les terminaux, qui génèrent plus des deux tiers des impacts environnementaux. Mais il fait aussi fondamentalement partie de la solution. Il y a donc un lien étroit entre le numérique et l'idée d'une croissance durable, qu'il faut poursuivre et amplifier.

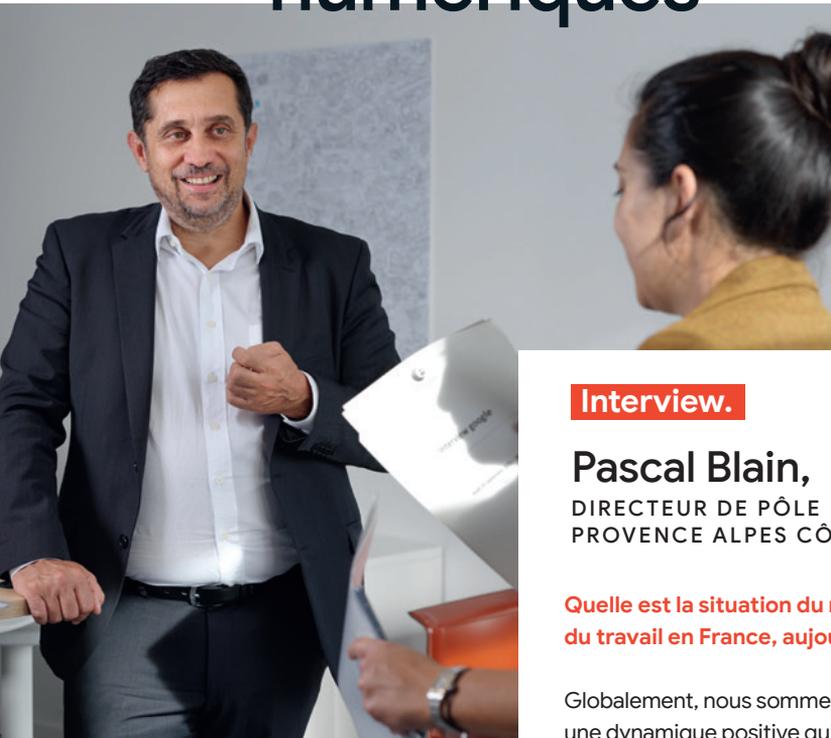


A BOUGE DANS LES TERRITOIRES !

Les collectivités locales et leurs élus se mobilisent avec les acteurs publics et privés pour œuvrer ensemble au développement économique des territoires. Accompagnement de la montée en compétence, outils numériques... ils mettent en œuvre des solutions innovantes pour développer l'emploi, faciliter l'entrepreneuriat et faire avancer les entreprises locales. Rencontre avec ces femmes et ces hommes qui renforcent l'attractivité des territoires.

Élargir l'horizon économique des territoires

“ La plupart des postes en entreprise requièrent la maîtrise de compétences numériques ”



Interview.

Pascal Blain,

DIRECTEUR DE PÔLE EMPLOI
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Quelle est la situation du marché du travail en France, aujourd'hui ?

Globalement, nous sommes plutôt dans une dynamique positive qui comprend une hausse des offres d'emploi et une baisse de la demande d'emploi. Cela peut générer certaines tensions de recrutement sur des secteurs à fort volume d'emplois comme l'hôtellerie-restauration, le transport-logistique ou les services à la personne. Parallèlement, d'autres secteurs comme le numérique éprouvent des difficultés non pas à cause du nombre d'offres d'emploi mais du fait d'un manque de profils qualifiés. C'est notre rôle, de travailler avec les entreprises du secteur pour leur proposer des solutions.

Pour quelles raisons ces postes sont-ils difficiles à pourvoir ?

La nature de ces postes, d'abord, nécessite souvent l'acquisition de compétences purement techniques, qui font encore trop souvent défaut. Ensuite, les entreprises du

numérique comme les startups se sont organisées historiquement sans recourir aux services de Pôle emploi. Souvent, pour accéder à leurs offres, il faut passer par des sites Internet spécialisés, repérer des annonces sur les réseaux sociaux... ce qui peut invisibiliser certains postes. Plus largement, le numérique innove quasiment tous les corps de métier aujourd'hui. La plupart des postes à pourvoir dans les entreprises requièrent la maîtrise de compétences numériques. Ne pas avoir un minimum d'acquis numériques est évidemment un frein d'accès à l'emploi. Tous secteurs confondus, le socle de connaissances demandé revient à savoir naviguer sur Internet, se servir d'un serveur en partage, utiliser les logiciels de bureautique... Ça représente 80 % des besoins.

Comment Pôle emploi accompagne-t-il le développement des acquis numériques ?

D'abord, nous utilisons Pix, un service d'évaluation des compétences numériques adapté spécialement aux personnes en demande d'emploi. Quand celles-ci ne sont pas à l'aise avec l'utilisation de l'ordinateur ou ne savent pas faire une recherche sur Internet, nous leur proposons un parcours (ateliers, formations) pour monter en compétence sur les outils numériques élémentaires. Les personnes plus à l'aise peuvent être orientées vers des modules de perfectionnement visant la maîtrise de leur image sur les réseaux sociaux ou la certification des compétences numériques. Nous travaillons aussi à orienter les profils adéquats vers des formations numériques ouvertes aux non-diplômés, comme celles proposées par l'École 42 ou encore Simphon. Enfin, de nouveaux partenaires

Au moment où près de 3 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi, certains domaines d'activité, comme le numérique, peinent à recruter et restent en forte tension. Comment résoudre ce paradoxe et faciliter leur montée en compétence ?

nous offrent des solutions de formation complémentaires. C'est le cas de Google, qui nous donne accès à un panel de formations intermédiaires, pour apprendre à développer son image sur les réseaux sociaux, à être mieux référencé en ligne ou encore à maîtriser les bases du marketing numérique. Depuis la signature de notre accord de partenariat avec Google, en février 2022, plus de 3 000 personnes ont bénéficié du cursus. Qualitativement et quantitativement, c'est très satisfaisant.

230 000

emplois à pourvoir en France
dans le secteur numérique
d'ici 2025

(Source : Numeum)

Comment envisagez-vous d'accroître le développement des compétences, en particulier numériques, des personnes à la recherche d'un emploi en PACA ?

Nous sommes la 2^e région la plus créatrice d'entreprises de France. Nombre d'entrepreneuses et d'entrepreneurs ont besoin d'être accompagnés sur la façon de bien utiliser le référencement, de booster leur activité grâce à Internet... En 2023, 155 millions d'euros devraient être alloués au développement des compétences dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences. Sur le numérique, nous voulons valoriser les écoles ouvertes aux personnes non-diplômées qui offrent des formations dans les métiers les plus en tension. Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur soutient les démarches et initiatives inclusives visant à favoriser l'accès à certains métiers du numérique aux publics éloignés de l'emploi et encore peu représentés dans ce secteur. Les entreprises ont également un rôle à jouer pour diversifier le secteur en ouvrant leurs portes à tous les profils. Avec Google, nous allons tester prochainement la mise en place de formations plus longues sur 4 métiers : UX designer, Support IT, Project manager et Data analyst. Tout cela tend vers le même objectif : être plus innovant pédagogiquement, pour se rapprocher des besoins des entreprises.

> 3 QUESTIONS À



**Anne-Sophie
Le Bras,**

DIRECTRICE DE GOOGLE
ATELIERS NUMÉRIQUES

Les Google Ateliers Numériques proposent des formations aux compétences et aux outils du numérique en ligne ou en présentiel. Quel bilan tirez-vous de leurs 10 années d'existence ?

Une grande fierté d'avoir pu accompagner plus de 700 000 personnes sur le chemin d'un numérique plus accessible, alors que 13 millions de Françaises et Français en sont encore éloignés. C'est pour cela que les Ateliers Numériques ont vu le jour en 2012. Aujourd'hui plus que jamais, les compétences numériques restent un enjeu clé. Et si le besoin a évolué au fil des années, le programme aussi, grâce à nos 50 collaboratrices et collaborateurs sur le terrain et à nos 400 partenaires locaux, qui n'ont cessé de s'adapter. D'abord itinérants, les Ateliers Numériques se sont installés dans 5 espaces, ont continué en ligne depuis 2020 et se sont dotés l'an dernier de vans pour sillonner les routes de France.

Pourquoi s'engager au plus près du terrain ?

L'accompagnement humain et de proximité est primordial pour répondre concrètement aux questions de nos publics et surmonter les craintes et les obstacles à la transition numérique, que ce soit dans un espace physique, avec un van, en ligne, en plénière, en petit groupe ou en tête-à-tête, avec toujours la volonté d'aller à la rencontre des Françaises et des Français. Voilà pourquoi les Ateliers Numériques sont sans frais et accessibles à toutes et à tous. En collaboration avec nos partenaires – parmi lesquels des chambres de commerce et d'industrie, des chambres des métiers et de l'artisanat, Pôle emploi et des associations –, nous proposons des contenus variés, du référencement naturel aux outils pour améliorer sa recherche d'emploi en ligne en passant par une meilleure utilisation des réseaux sociaux.

Quelles perspectives envisagez-vous ?

Face à la demande croissante en compétences numériques, en cette fin d'année 2022, nous déploierons, en France, 4 formations professionnalisantes à 4 métiers de demain, dont Support IT et UX designer. Ces formations disponibles en ligne ne nécessiteront pas d'acquis préalables. Et parce que nous sommes convaincus qu'il reste beaucoup à faire pour rendre ces opportunités accessibles, nous finançons 10 000 licences gratuites distribuées à des publics éloignés du numérique en collaboration avec nos partenaires historiques.

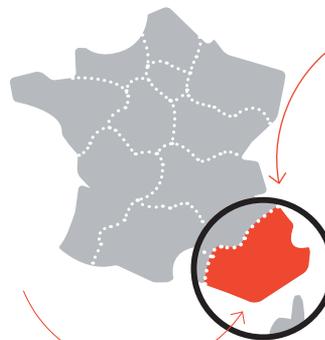
ZOOM EN CHIFFRES

**PÔLE EMPLOI
EN PROVENCE
ALPES-CÔTE
D'AZUR, C'EST :**

4 600 collaboratrices
et collaborateurs

60 agences
de proximité

210 lieux partenaires
d'accès à Internet pour
faciliter les démarches
en ligne



**ET À PROPOS
DU PARTENARIAT
AVEC GOOGLE ?**

Un objectif de 36 formations dispensées par les Google Ateliers Numériques d'ici août 2023

La formation en présentiel de plus de 700 personnes à la recherche d'un emploi

Une offre de webinaires pour accompagner plus de 6 300 personnes à distance

Renouer avec les codes du marché de l'emploi



En réponse au sentiment d'isolement et d'impuissance ressenti par les personnes en recherche d'emploi et à la nécessité, souvent, pour ces dernières, d'ajuster leurs compétences à l'offre disponible, Didier Krief a créé les Entreprises Éphémères pour l'Emploi (EEE), avec Céline Garence, alors elle aussi formatrice en entreprise. Ce dispositif innovant, déployé dans 26 villes de France et soutenu par Pôle emploi, accompagne les profils qui peinent à réintégrer le monde du travail.



Portrait.

“ / ”

Didier Krief

COFONDATEUR
DES ENTREPRISES ÉPHÉMÈRES

Avec les EEE, on cherche du travail pour soi et pour les autres.

contrat aidé, j'ai décidé d'abrégier la partie théorique pour les encourager à aller s'informer des besoins des entreprises locales en matière d'emploi. » L'initiative rencontre un succès inattendu. En 2017, Didier Krief affine son concept en lançant les Entreprises Éphémères pour l'Emploi (EEE). L'idée est simple : pendant 6 semaines, 50 personnes à la recherche d'un emploi intègrent un service dans une structure qui simule le mode de fonctionnement d'une entreprise. Le dispositif a engendré 32 entreprises éphémères dans 28 villes, et formé plus de 1200 "associés".

Le principe ? Ces "associés" démarchent les entreprises du territoire pour sonder leurs besoins en personnes salariées,

d'autres les appellent pour les relancer, d'autres, encore, organisent des simulations d'entretiens et reçoivent des personnes chargées du recrutement qui ont des postes à pourvoir. La demande d'emploi locale est ainsi cartographiée, peu d'offres échappant au regard du collectif. « De cette façon, on cherche à la fois pour soi et pour les autres. »

Développer ses compétences numériques

En mai 2022, les EEE, entre-temps soutenues par Pôle emploi, se sont rapprochées de Google : « La maîtrise du numérique est une difficulté pour un grand nombre de personnes qui intègrent notre programme, explique Didier Krief. Des coaches Google interviennent pendant une journée, pour expliquer comment gérer un drive, une messagerie, comment bien rédiger et mettre en page un CV numérique, valoriser son profil sur LinkedIn auprès des équipes de recrutement, bien chercher un emploi en ligne... » L'initiative a par exemple remis en selle Danièle, qui avait intégré les EEE de Nice en juin 2022 : « On m'avait assignée au service RH. Ainsi, je me suis sentie active, valorisée, et j'ai regagné confiance en moi ». Sans activité depuis 5 ans, elle a, depuis lors, intégré une société qui s'occupe de la collecte de fonds pour l'humanitaire. Comme Danièle, 60 % des personnes participantes trouvent un emploi dans les 6 mois qui suivent l'expérience. Un encouragement, pour Didier Krief, qui compte désormais « créer des initiatives plus spécifiques, dédiées, par exemple, aux métiers en tension, comme ceux du bâtiment et de l'hôtellerie ». Car il en est persuadé : « L'avenir des EEE passera aussi par cette forme de spécialisation ».

Un jour, Didier Krief s'est rendu compte « qu'il n'était plus dans les radars ». L'entrepreneur vient alors de déposer le bilan d'Atrium,

sa société prestataire de services commerciaux et marketing. « Quand j'ai commencé à chercher du travail, je pensais que ce serait simple, du fait de ma formation en école de commerce et de mon expérience professionnelle, retrace le principal intéressé. Pourtant, je n'avais pas accès aux personnes chargées du recrutement. Dans mon entreprise, j'étais très entouré. Là, j'étais seul... » Retrouver un poste en CDI lui prendra 3 ans.

Association de bienfaiteurs et bienfaitrices

Sensibilisé au manque de repères auquel sont confrontées les personnes à la recherche d'un emploi, Didier Krief teste en 2015 une idée iconoclaste : « Alors que je formais des personnes salariées en

Les villes moyennes jouent un rôle structurant, essentiel pour les territoires. Pourtant, elles font face à de grands défis en matière de développement économique, que ce soit en termes d'emploi, de création d'entreprise ou de dynamisme des commerces, en particulier de centre-ville. Quelles réponses apporter à ces défis ? Et comment le numérique peut-il y contribuer ? Éléments de réponse avec Gil Avérus, maire de Châteauroux et président de l'association Villes de France.

Entretien.

Gil Avérus

MAIRE DE CHÂTEAURoux
ET PRÉSIDENT DE
L'ASSOCIATION VILLES
DE FRANCE

“ Le numérique renforce la visibilité des commerçants, diversifie leur marché et répond aux nouvelles attentes sociétales ”

“ La vitalité de nos centres-villes passe par un développement accru du numérique ”



Quel rôle les villes moyennes jouent-elles en France ?

Les villes moyennes sont des villes d'équilibre qui maillent notre territoire. Elles représentent avec leurs intercommunalités près de la moitié de la population, le quart des emplois, 37 % de l'emploi industriel et 20 % de la population étudiante nationale. Les villes moyennes sont aussi, pour les trois quarts d'entre elles, le siège d'une préfecture ou d'une sous-préfecture. Elles jouent, à ce titre, un rôle majeur dans les politiques d'avenir de notre pays, notamment en termes de réindustrialisation ou de transition écologique et numérique.

À quels défis sont-elles confrontées dans leur développement économique ?

Tout d'abord, les villes moyennes, qui se sont construites sur un fort tissu industriel, se sont vues confrontées à la désindustrialisation et à l'éloignement des centres de décision, notamment avec la création des grandes régions. Les

villes moyennes ont également souffert du déploiement continu des zones commerciales périphériques, facilité par l'assouplissement des réglementations concernant l'urbanisme commercial. Ce sont les commerces de centre-ville qui en ont le plus souffert. Côté immobilier, les villes moyennes font face, par ailleurs, à la concurrence de l'offre de logements neufs en périphérie des villes, subissant ainsi une diminution de la valeur de leur patrimoine existant, grevé par le coût de sa réhabilitation et le déficit d'appui en ingénierie.

Les défis varient-ils d'une ville à l'autre ? Et pour quelles raisons ?

Toutes les villes moyennes ont leurs spécificités. Les villes de l'ouest de la France connaissent, par exemple, un dynamisme économique qui place le débat sur la question de l'attractivité de la main-d'œuvre. Certaines villes du nord et du sud-est de la France sont confrontées, au contraire, à la rareté de l'emploi. Les villes touristiques développent des politiques locales pour protéger le patrimoine et mieux gérer les flux. Les villes moyennes du littoral ont des sujets de protection des côtes, celles

situées en montagne de couverture en infrastructures, notamment numériques. Les défis varient donc selon les atouts, les spécialisations et les dynamiques territoriales.

Quelles solutions avez-vous mises en œuvre pour répondre à ces grands défis ?

Villes de France a co-construit en 2017 avec le ministère de la Cohésion des territoires le programme Action Cœur de Ville. Cinq milliards d'euros ont été mobilisés sur 5 ans dans 234 villes moyennes. Des mesures telles que l'amélioration du logement, la création de boutiques tests¹ et la multiplication des activités culturelles ont recréé du flux en centre-ville. Résultat : 80 % des centres des villes rattachées à notre programme ont observé une augmentation de leur fréquentation. Mais la vitalité de nos centres-villes passe aussi par un développement accru du numérique. Le programme Action Cœur de Ville y contribue en donnant un accès prioritaire à la fibre dans les cœurs de ville, en renforçant le Wifi public, en développant les tiers-lieux et les espaces de coworking et en accélérant, enfin, la transformation numérique des commerces de centre-ville.

Comment accompagner efficacement les commerces de proximité dans leur transition numérique ?

Pour les commerçants et commerçantes, le numérique est clé : il renforce leur visibilité, diversifie leur marché et répond aux nouvelles attentes sociétales.



VILLES DE FRANCE

Présidée par Gil Avérous, maire de Châteauroux, Villes de France, dont Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse est président délégué, est une association d'élus pluraliste. Elle représente et accompagne les villes de 10 000 à 100 000 personnes et leurs intercommunalités, qui forment l'armature urbaine de notre pays. Ce faisant, elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.



La hausse de l'e-commerce génère de nouvelles attentes citoyennes comme le « phygital », qui traduit une présence à la fois physique et en ligne. Pour accompagner ce mouvement, de nombreuses villes moyennes fournissent des plateformes de commerce en ligne et les chambres de commerce et d'industrie proposent leurs propres outils. Cependant, la formation aux outils reste

41%

des entreprises reconnaissent que le numérique contribue à leur chiffre d'affaires

(source : ACSEL)

indispensable. Les collectivités peuvent s'appuyer en cela sur les tiers-lieux mais aussi sur les partenaires des territoires comme Google France et ses Ateliers Numériques mobiles, qui dispensent des formations aux commerçants et commerçantes dans une démarche interactive.

Que pensez-vous, enfin, de villes comme Nevers ou Lannion, qui ont fait le choix de s'engager fortement dans le numérique en accélérant le déploiement de la fibre mais aussi en créant un écosystème dédié à ce secteur ?

Les grandes villes sont souvent présentées comme étant à la pointe de l'innovation mais les villes moyennes peuvent aussi être des vitrines dans ce domaine. Vous citez Nevers et Lannion, qui ont misé sur des incubateurs, mais nous pourrions aussi évoquer Boulogne-sur-Mer et son espace de coworking BOUDA, Niort et l'écosystème NiortNuméric (un réseau local qui dynamise la filière informatique et numérique), ou encore Laval et son événement Laval Virtual (un salon dédié à l'innovation et aux nouvelles technologies qui se tient chaque année depuis 1999), lequel témoigne de la spécialisation du territoire en matière de réalité virtuelle. La ville de Bourges veut devenir un pôle de la cybersécurité, celle de Saint-Quentin de la robotique. Ces villes sont des témoignages de l'agilité et de la capacité d'innovation des villes moyennes. Autant d'atouts qui peuvent en retour être des facteurs de redynamisation.

POINT DE VUE



Julia Mouzon

PRÉSIDENTE ET FONDATRICE
DU RÉSEAU ÉLUES LOCALES

Les femmes sont entrées récemment dans la vie politique française, grâce aux lois sur la parité. Elles découvrent les codes de cet univers et essaient de s'y adapter ou de les changer, d'où un besoin important d'échanger avec d'autres élues pour partager leur expérience nouvelle dans ces mandats. La mission du réseau Élues Locales est de soutenir et d'encourager toutes ces femmes, quel que soit leur parti politique, dans leur vie politique.

L'appropriation du numérique par les citoyennes et les citoyens a été spectaculaire au cours des 20 dernières années. Elle concerne tous les âges, avec des usages et des capacités très différentes : selon l'âge, la classe sociale, le genre, on n'utilise pas les mêmes applications et on ne fréquente pas les mêmes sites. D'où l'utilité, pour les collectivités locales, de réfléchir progressivement aux services publics numériques, avec une complexité très importante : ces services sont réclamés par certains citoyens et citoyennes mais refusés par d'autres, qui sont plus à l'aise avec le papier ou les démarches physiques. Il faut réussir, pour les collectivités, à conserver et gérer cette double approche.

Le numérique est également très présent dans la vie des personnes élues pour l'exercice de leur mandat au quotidien et, bien sûr, pour la communication avec leurs administrés. Elles sont particulièrement présentes sur les réseaux sociaux. Ces outils numériques leur procurent une proximité et une réactivité inaccessibles autrement, ce qui est aujourd'hui une exigence forte des populations de leurs communes. Ce sont des sujets que nous abordons largement lors de nos Journées Nationales des Femmes Élues, les 25 et 26 novembre 2022 à Paris.

¹ Une boutique test est un local commercial rénové accessible à des conditions attractives pour les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses.

Reportage.

Alors que 230 000 emplois seront à pourvoir dans le numérique d'ici 2025¹, attirer les entreprises de ce secteur est un enjeu majeur de développement pour les territoires. En se donnant les moyens de cette ambition, la Technopole Anticipa de Lannion s'est imposée comme une terre d'innovation sans équivalent en France. Visite guidée dans les pas de sa directrice, Estelle Keraval, et du député des Côtes-d'Armor, Éric Bothorel.

Lannion, voyage en terre d'innovation

P



our en savoir plus sur l'institution qui a fait de sa région un ovni dans le

paysage économique français, il faut emprunter la route départementale 767, qui relie Guingamp à Lannion, dans les Côtes-d'Armor. Suivre ensuite le panneau indiqué « Technopole Anticipa Lannion – Guingamp », puis une fois sur place, demander Estelle Keraval, la directrice des lieux. Si cette leader humaniste prend toujours le temps de souligner le travail de ses équipes, c'est parce qu'elle se définit comme un pur produit de la Technopole : « Depuis mon arrivée, en 2007, j'ai exercé quasiment tous les métiers possibles ici, de la création à l'accompagnement des jeunes pousses en passant par leur développement, avant de prendre la direction de la Technopole 7 ans plus tard ». Enfant du département, Estelle connaît par cœur l'histoire de ce territoire marqué par un ADN entrepreneurial et une histoire contemporaine ancrée dans le numérique. Au point que Cédric O, ancien secrétaire d'État chargé du



Numérique, disait de Lannion et ses 20 000 âmes « qu'il ne connaissait pas d'écosystème équivalent en proportion à la taille de la ville ».

Le Minitel et la Technopole, « made in Lannion »

Le député de la 5^e circonscription des Côtes-d'Armor, Éric Bothorel,

reçoit dans sa permanence, qui offre une vue de Lannion digne d'une carte postale. Ce natif de Paimpol s'anime lorsqu'il s'agit de parler de l'histoire de ses terres : « Le point de départ de toute l'aventure autour des télécommunications et du numérique, c'est l'installation du Centre national d'études des télécommunications (le CNET) à Lannion. Cette arrivée

¹Source : Numeum



Estelle Keraval

DIRECTRICE DE
LA TECHNOPOLE ANTICIPA
LANNION-GUINGAMP

“ / ”

**Les PME, aujourd'hui,
créent autant voire
plus d'emplois que
les grands groupes.
Le territoire
est mieux équilibré.**

mais aussi la Technopole, fondée en 1988. Ces deux créations « made in Lannion » ont grandement contribué au développement économique du territoire. À l'origine, une idée simple : « Rendre le territoire un peu moins dépendant des grands groupes français de télécommunications », installés tous deux à proximité. Pour densifier l'écosystème autour de ces acteurs industriels, la décision est prise de « développer encore plus le numérique, que l'on n'appelait pas encore comme ça à l'époque », rapporte Éric Bothorel.

L'innovation, créatrice d'emplois

La Technopole Anticipa sera le fer de lance de cette stratégie. Interrogée sur les objectifs de son institution, Estelle Keraval énumère 3 points qui font office de commandements : « Faciliter le développement économique du territoire ; s'assurer que les problématiques des entrepreneuses et des entrepreneurs soient prises en compte par les pouvoirs publics ; veiller au dynamisme de l'emploi et de l'innovation sur le territoire ». Pour des résultats particulièrement probants, si l'on en croit Éric Bothorel : « Il existe ici une vitalité particulière. Selon un classement récent de la French Tech réalisé par Les Echos, Lannion afficherait le taux de création de startups par habitant le plus élevé de France ». Lannion et la Technopole sont rattachées à la French Tech et près de 150 PME innovantes travaillent sur le territoire, ce qui entraîne un lot de conséquences positives sur l'emploi. « La courbe d'emploi des grands groupes et celle des PME se sont croisées, reprend Estelle Keraval. Les PME, aujourd'hui, créent autant,

représente l'ancrage d'une organisation structurante et forte autour des télécommunications ». Le CNET (devenu France Télécom R&D, puis Orange Labs) possède ici un laboratoire de recherche et développement depuis le passage à sa tête de Pierre Marzin, natif de la commune, dans les années 60. Résultats de cette implantation : le Minitel, qui fait figure de fierté locale,

Entrepreneuriat

voire plus d'emplois que les grands groupes. Le territoire est mieux équilibré, beaucoup moins fragile, moins dépendant des télécoms et des grands groupes. Les télécoms restent, cependant, une expertise centrale du territoire à l'échelle internationale. »

Une réussite qui s'explique aussi par la force d'un écosystème local particulièrement riche, où les écoles – comme l'ENSSAT et l'IUT – partagent le territoire avec les grandes entreprises et les PME. Le tout orchestré par des femmes et hommes politiques qui travaillent main dans la main avec la Technopole. *« Il y a ici quelque chose de similaire aux succès de Palo Alto et de Berkeley, aux États-Unis. Comme eux, nous avons su faire cohabiter les apprentis, les ingénieurs et les entreprises. »*

Construire ensemble des solutions

Au sein de la Technopole, Estelle Keraval a une méthode : *« Ici, nous aidons à structurer l'idée et à valider sa faisabilité avant de la tester. Puis nous accompagnons la création du modèle économique et du business plan des entrepreneuses et des entrepreneurs. Ceux qui viennent nous voir restent toujours maîtres de leur projet. Mais nous apportons notre regard extérieur, notre expérience »*. Nombreux sont celles et ceux à en avoir bénéficié. C'est le cas notamment d'Olivier Le Fol, cofondateur de TWINSYS, société éditrice d'un logiciel de gestion d'espaces de bureaux partagés, accompagné depuis un an : *« Nous avons été aidés sur tous les aspects de la création d'entreprise : réalisation des business plans, des prévisionnels, création de la structure sociale, d'un pacte d'associé.e.s quand on est plusieurs parties prenantes au projet, mise en relation avec des professions juridiques et financières... Il est plus facile de créer une entreprise à Lannion*



exemple, qui met en relation des candidats et des PME de la Tech du territoire lannionnais, nous a permis de recruter une jeune ingénieure, qui donne par ailleurs des cours à l'IUT de Lannion. C'est ce qu'on appelle un écosystème gagnant-gagnant ».

Éric Bothorel

DÉPUTÉ DE LA 5^e CIRCONSCRIPTION
DES CÔTES-D'ARMOR

“ / ”

Il y a ici quelque chose de similaire aux succès de Palo Alto et de Berkeley, aux États-Unis. Comme eux, nous avons su faire cohabiter les apprentis, les ingénieurs et les entreprises.

qu'ailleurs. Ici, nous ne sommes pas un numéro ni noyés dans la masse ». APITIC, le projet d'éditeur de système de caisse pour les métiers de bouche d'Anne-Cécile Le Quere, est suivi, lui, depuis 2007, avec d'autres solutions : *« À la Technopole, des ponts sont faits avec d'autres institutions. L'événement de "jobdating" Work in Lannion, par*

L'attractivité de Lannion, Éric Bothorel ne cesse de la vanter : *« Je ne manque jamais une occasion de parler de là d'où je viens, de qui je suis, de ce qui donne du sens à mon mandat. J'ai à convaincre car je suis en compétition avec des métropoles. Ici, nous nous retrouvons les manches. Nous n'attendons pas que les solutions viennent d'ailleurs, nous les construisons ensemble »*. Aussi Estelle Keraval et Éric Bothorel se réjouissent-ils de l'installation de cet acteur de la téléphonie mobile, Qualcomm. *« Ils recrutent des jeunes sortis d'écoles, des chercheurs, de nouveaux salariés, et apprécient de bénéficier de cet écosystème assorti d'un très beau cadre »*, souligne Éric Bothorel. Car la beauté de la région est l'ultime atout de Lannion. *« Les villes moyennes et les villes de bord de mer attirent pour leur qualité de vie. Dans cette période post-Covid, nous bénéficions d'une attractivité beaucoup plus forte, pointe Estelle Keraval. Ce que nous mettons en avant, ici, c'est qu'il est possible d'accéder à une belle qualité de vie sans sacrifier son développement professionnel. »* La recette infaillible du succès ?

Comment accompagner sur le plan professionnel les femmes de plus de 45 ans ? Réponse avec Véronique Morali, présidente de Force Femmes.

Selon l'INSEE, le taux d'emploi des femmes de 50 - 64 ans est 5,1 points inférieur à celui des hommes du même âge. Quels sont les principaux freins rencontrés par ces femmes sur le marché du travail ?

Le premier frein vient souvent des doutes qu'elles peuvent éprouver quand elles sont au chômage. Il faut donc d'abord leur redonner confiance pour retrouver un emploi ou créer leur propre entreprise. Nous devons vaincre les réticences des entreprises ou de celles et ceux qui investissent, et leur montrer tous les bénéfices qu'ils peuvent tirer de l'expérience de ces femmes. Ensuite, nous prenons un soin tout particulier à former les femmes que nous accompagnons dans le numérique.

Est-ce cela qui a motivé la création de Force Femmes ?

L'idée de promouvoir les femmes de plus de 45 ans sur le marché du travail a germé en 2005. Avec le temps, Force Femmes est devenue une association destinée à favoriser le retour à l'emploi salarié mais aussi la création d'entreprises. L'association est aujourd'hui présente dans 10 villes mais également sur l'ensemble du territoire grâce à nos ateliers en ligne. Nous accompagnons chaque année plus de 2 000 femmes dont 150 créatrices d'entreprise ; leur taux de retour à l'emploi est de l'ordre de 50 %.

¹Google.org est la branche philanthropique de Google.

En quoi consiste votre programme d'incubation « Bloom » ?

C'est un programme d'incubation qui s'adresse à des cheffes d'entreprise dont la société génère plus de 500 000 euros de chiffre d'affaires passé le cap des 3 ans d'activité. Un passage particulièrement délicat et qui nécessite d'aller plus loin et plus vite, en se développant à l'international ou en recherchant de nouveaux partenaires. Ce programme a reçu fin 2021 une bourse de 500 000 dollars du Google.org¹ Impact Challenge for Women and Girls, pour accélérer la numérisation de son accompagnement et nous donner les moyens d'atteindre nos objectifs. Nous accueillons, en ce mois de novembre 2022, 10 nouvelles femmes à l'occasion de notre troisième promotion Bloom. C'est une vraie fierté !

Portrait.

Véronique Morali

PRÉSIDENTE
DE FORCE FEMMES

“ ”

Pour retrouver un emploi ou créer leur propre entreprise, il faut redonner confiance aux femmes.

Quand les entrepreneurs misent sur le numérique



Philippe Collet,

artiste, décorateur d'intérieur et propriétaire de la maison d'hôtes Le Grand Duc à Valenciennes (Nord)

Didier Rizzo,

VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DU GRAND HAINAUT

“ / ”

Face à l'évolution du marché du travail et à la numérisation rapide des usages professionnels, il est nécessaire de développer les compétences numériques des entrepreneurs et plus précisément des commerçants de notre territoire. Coaching, formations, "marketplace" locale... la CCI du Grand Hainaut propose une large palette de solutions. L'objectif ? Que chaque entreprise puisse se retrouver dans sa transformation numérique, selon ses attentes et sa maturité sur le sujet.



Philippe Collet en est "à sa 6^e vie". Celui qui fut notamment Consul de France, directeur de festivals, et très actif dans le milieu culturel et du patrimoine, a un déclic au cours de sa vie précédente : « *J'avais un bon poste, de bons réseaux, mais l'appel de la liberté a été le plus fort !* ». Philippe décide d'acheter une maison en ruine et d'en faire une maison d'hôtes, à Valenciennes (Nord). Son objectif tient en 3 mots : beau, bon, agréable. « *Le vrai luxe, pour moi, est qu'on se sente comme chez soi dans un bel endroit entouré d'art, de voir des belles choses et de bien manger, évidemment !* » Pour faire connaître son éden, Philippe voit tout de suite les bénéfices que le numérique peut lui apporter. Curieux et autodidacte, il décide de s'y mettre. Puis, par volonté de se professionnaliser, il devient un membre assidu des Google Ateliers Numériques. Il consacre aujourd'hui ses efforts à conforter la bonne réputation de la maison d'hôtes et de son agence de décoration sur Internet et les réseaux sociaux – « *Je veux que l'internaute se sente dans mon monde numérique comme chez moi* » – tout en réfléchissant à quoi sera consacrée sa "7^e vie".



Nicolas Chevalier

COORDINATEUR DE
L'ANIMATION NUMÉRIQUE,
HÉRAULT TOURISME

“ / ”

Notre dispositif HÉRON (Hérault Objectif Numérique) a un but simple : numériser 100 % de l'offre touristique du département. Avec les équipes Google Ateliers Numériques, nous organisons des ateliers collectifs de formation et des rendez-vous d'accompagnement individuels pour les professionnels du territoire. L'objectif ? Les aider à valoriser en ligne les points forts des domaines : patrimoine exceptionnel, hébergements ou activités insolites, œnorando... pour renforcer leur attractivité.



Lise Fons-Vincent,

propriétaire du
Château de Fourques,
Juvignac (Hérault)

À la tête du Château de Fourques, Lise Fons-Vincent, qui en est à ses 45^{es} vendanges, est entourée par une équipe avec laquelle elle échange sur la qualité de sa production, la manière dont les goûts évoluent au fil des générations mais aussi sur les solutions à mettre en œuvre pour accroître la notoriété du Château de Fourques via le numérique. « Nous avons 2 chantiers principaux : notre site, qui doit mettre en avant l'activité œnotouristique, et la boutique en ligne, qui est encore balbutiante. » Lise s'est ainsi entourée de 2 alternantes qui ont participé aux formations des Google Ateliers Numériques. Elle travaille aussi main dans la main avec Hérault Tourisme, dans le cadre du dispositif HÉRON (Hérault Objectif Numérique). Accompagnée sur le volet œnotouristique, elle a ainsi pu obtenir le label Vignobles & Découvertes¹. « Nous multiplions les activités insolites, comme la visite du domaine en trottinette électrique. Et le moyen le plus efficace de le faire savoir reste le numérique. »

¹ L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.



Caroline
Le Barbier,
artisan-photographe
à Vannes (Morbihan)

Michel Aoustin

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE
DES MÉTIERS ET DE
L'ARTISANAT DE BRETAGNE

“ / ”

Depuis la crise de la Covid-19, le numérique s'est invité au cœur de nos actions quotidiennes. C'est un facilitateur et un accélérateur du développement de l'entreprise artisanale. Notre objectif est de former d'ici fin 2023 au moins 2 000 artisans avec l'aide des Google Ateliers Numériques.

Une large gamme d'accompagnements et de formations liés au développement et à la compétitivité économique leur est proposée.



Après avoir vécu à Londres, au Portugal, mais aussi quelque temps en Inde ou au Liban, cette globe-trotteuse est retournée dans sa Bretagne natale où elle a décidé d'entreprendre. Également fondatrice de Classic Yoga for Life, Caroline exerce depuis longtemps le métier-passion de photographe : « J'ai décroché un diplôme à Londres et j'ai eu la chance d'y faire des expositions, où j'ai notamment vendu certaines de mes photos au profit de Médecins sans frontières ». Désormais indépendante, elle a, avec l'aide de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Vannes (56), développé son activité Boemus Photographie en ligne. « Trouver des clients implique d'en savoir beaucoup plus sur la vente en ligne et le référencement. Cela m'a confortée dans l'idée que le numérique était crucial dans mon développement. » Caroline espère, à présent, avoir accès à d'autres formations et se réjouit à l'idée de savoir « qu'un suivi personnalisé est possible ».

Répondre aux grands défis des territoires

T

RANSITION
ÉCOLOGIQUE,
ENJEUX DE
MOBILITÉ,

cybersécurité, inclusion... pour relever ces nouveaux défis, les territoires peuvent s'appuyer sur la mobilisation des acteurs locaux – entreprises, organismes publics et associations. Ensemble, ils activent un éventail de solutions innovantes, notamment numériques, pour opérer des mobilités plus durables et efficaces, sécuriser les systèmes informatiques et favoriser l'inclusion de tous les citoyens. Immersion sur le terrain auprès de celles et ceux qui contribuent à rendre les territoires plus résilients.



Mobilité :

le partage des données rebat les cartes

Les transports représentent un tiers des gaz à effet de serre en ville. La gestion des mobilités urbaines joue donc un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique. De quels leviers les collectivités disposent-elles pour encourager les mobilités durables ? Et quel rôle jouent les données dans leur mise en place ? Réponse à 3 voix de Simon Roberts, de l'organisation C40¹, et de 2 responsables de la mobilité dans les territoires, Hervé Gaurat dans le Loiret, et Georges Gambarini, à Monaco.

Quels sont les principaux enjeux en matière de mobilité urbaine ?

Les villes sont en première ligne de l'engagement contre le réchauffement climatique. Elles occupent seulement 2 % de la surface du globe mais sont responsables de 75 % de la consommation d'énergie et de 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Dans les zones urbaines, le transport représente plus de 30 % des émissions et cette proportion ne cesse de croître. La conclusion s'impose donc naturellement : la lutte contre le changement climatique ne peut faire abstraction d'une réflexion sur la mobilité en ville. Une notion d'autant plus complexe que le mot "mobilité" englobe des défis très variés comme la pollution de l'air, la congestion des centres-villes, la sécurité routière... Dès lors, que

¹ C40 est un réseau de maires regroupant près de 100 grandes villes à travers le monde qui collaborent pour fournir l'action urgente nécessaire dès maintenant pour faire face à la crise climatique.



Entretien.

Simon Roberts

DIRECTEUR TECHNIQUE
DU DÉPARTEMENT TRANSPORT
ET URBANISME DE C40

prioriser ? Par où commencer ? Ce sont des questions délicates pour l'ensemble des territoires car ces sujets ont un impact considérable sur le quotidien de la population.

Par où conseilleriez-vous de débiter une réflexion sur la mobilité urbaine ?

Par les transports en commun. Si les transports publics répondent aux attentes des utilisatrices et utilisateurs, ceux-ci prennent moins leur voiture, les

embouteillages diminuent, il devient alors possible de mettre en place des solutions "douces" pour les livraisons en centre-ville, la qualité de l'air s'améliore... Le sujet reste crucial car la récente pandémie de Covid-19 a éloigné la population des transports en commun. En matière de transports, il faut par ailleurs veiller à ne pas se perdre dans l'accumulation de solutions et de projets. Plusieurs agglomérations ont, par exemple, misé sur les voitures électriques. C'est un sujet intéressant et utile, bien évidemment, mais il ne règle pas la congestion des centres-villes et n'encourage pas l'utilisation des transports publics ni la marche.

Quelles seraient les grandes lignes d'un "bon plan de transports" ?

Il faut avant tout miser sur la simplicité afin d'offrir une alternative à l'automobile. Rien de plus facile, en effet, que de monter dans sa voiture sans avoir à penser au trajet, aux horaires, aux correspondances. Les transports collectifs doivent pouvoir rivaliser sur ce terrain, avec un billet unique pour tous les réseaux, des facilités de connexion, des applications mobiles pour planifier son voyage et favoriser l'intermodalité...

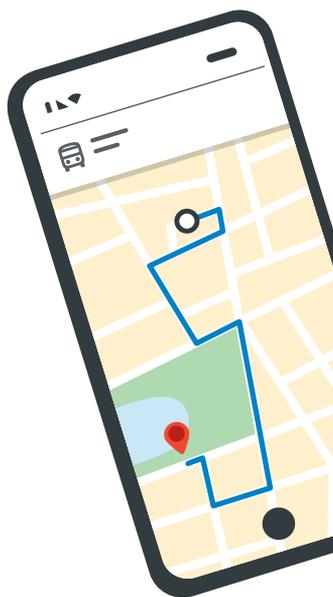
À ce titre, justement, les données jouent-elles pas un rôle essentiel ?

Vous connaissez l'adage « la connaissance, c'est le pouvoir ». Et surtout le pouvoir d'agir. Toutes les données sur les habitudes

de transport sont précieuses pour façonner une mobilité adaptée aux besoins quotidiens comme aux enjeux climatiques. La mise à disposition de certaines données sensibilise aussi la population. Les données sur la qualité de l'air constituent ainsi un levier efficace pour susciter une prise de conscience chez les citoyennes et les citoyens. Dans ce contexte, Google nous donne accès à un outil comme Environmental Insights Explorer (EIE)², qui rassemble, entre autres, les données relatives à la mobilité individuelle de milliers de villes et permet de tester des stratégies de réduction des émissions de CO₂. Il nous aide à mieux comprendre les déplacements des personnes, et offre aux agglomérations une vue d'ensemble des émissions par mode de transport. Avec EIE, il devient possible de mesurer l'impact concret de certaines évolutions comme le déploiement de pistes cyclables durant la pandémie. Grâce à la précision de ces données, la comparaison entre les villes est facilitée et riche d'enseignements.

Comment travaillez-vous avec les villes ? Pour quels objectifs ?

Chaque ville doit répondre à des défis spécifiques, et nous sommes attentifs aux particularités locales. Mais notre but est de les accompagner pour réduire l'utilisation de la voiture et privilégier les transports publics, la marche, le vélo, ainsi que l'électrification du parc



Des itinéraires plus économes en carburant

Parmi tous les itinéraires possibles, des utilisateurs et utilisatrices de Google Maps, en France et dans près de 40 pays d'Europe, se voient désormais proposer les plus économes en carburant. En fonction du type de motorisation, l'application propose d'opter pour le trajet le moins émissif en CO₂, en précisant l'impact en termes de temps de trajet, mais aussi de carburant ou d'énergie économisés. En presque 1 an, cette nouvelle fonctionnalité aurait permis d'éviter aux États-Unis et au Canada l'émission de 500 000 tonnes de CO₂, soit l'équivalent de celle de 100 000 voitures thermiques en circulation.

60%

des Françaises et Français utilisent des applications numériques pour se déplacer

(Source : Labo Société Numérique)

automobile. Nous avons fixé 2 objectifs emblématiques : la mise en service exclusive de bus "zéro émission" au plus tard en 2025 et la création de zones sans émissions dans les agglomérations partenaires à horizon 2030. 36 villes sur les 96 de C40 se sont déjà engagées sur ces 2 points.

Quels sont les principaux obstacles, aujourd'hui, à la mise en œuvre d'une mobilité plus responsable ?

Il y a un frein légal qui ralentit certains projets. Bon nombre de villes manquent d'autonomie sur ces questions et dépendent de décisions de conseils régionaux ou de gouvernements nationaux. Et puis, la mobilité a un coût. Tous les territoires n'ont pas la possibilité d'investir massivement. Comme je le disais, il est donc essentiel de prioriser. Enfin, on rencontre des freins technologiques : certaines municipalités manquent de données et d'outils pour affiner leur stratégie. C'est pourquoi nous voulons intensifier les partenariats sur ce point. Le partage des données crée une émulation entre les agglomérations. Les maires s'inspirent des projets mis en œuvre ailleurs pour avancer concrètement. C'est l'un des atouts de C40 et une réelle voie de progrès pour les années à venir.

² L'Environmental Insights Explorer (EIE) est une plateforme librement accessible de partage de données pour aider les villes du monde entier à mesurer les sources d'émissions, à effectuer des analyses et à identifier des stratégies pour réduire leurs émissions. Ces villes peuvent également utiliser Google Earth Engine, qui associe des images satellite et des données géospatiales à une grande puissance de calcul pour comprendre comment la planète évolue, comment l'activité humaine contribue à ces changements et quelles mesures elles peuvent prendre pour répondre aux exigences climatiques.

Air Pays de Loire

La qualité de l'air en tout point de la Métropole nantaise... et en temps réel

Air Pays de Loire a développé un indicateur de "qualité de l'air en temps réel", à partir de données météo, du trafic routier de la Métropole de Nantes, de la forme des rues de la ville et de la pollution provenant d'autres régions... En fonction de la couleur affichée sur l'application Naonair pour chaque point de la Métropole, les cyclistes, les piétons et les piétonnes peuvent adapter leur parcours afin d'éviter une trop forte pollution de l'air. Cet indicateur – financé par le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI), un organisme soutenu par Google.org, la branche philanthropique de Google – devrait, en outre, aider les décisionnaires publics à mieux intégrer les enjeux sanitaires à leur politique de mobilité.



“ Le partage des données est un levier d’amélioration de la sécurité routière ”

Entretien.

Le Loiret est un territoire rural dans lequel la voiture reste indispensable au quotidien. 85 % des Loirétaines et Lorétains

en possèdent une et 75 % l'utilisent au quotidien pour aller travailler. Avec sa proximité de l'Île-de-France et la forte présence de plateformes logistiques, notre département et ses 3 600 kilomètres de réseau routier sont également très empruntés par des véhicules en transit. La fluidification et la sécurisation du trafic sont donc une priorité du Département. Si les points noirs ont été levés depuis 15 ans par de nombreux travaux d'aménagement, c'est en améliorant l'information des usagers, que nous pouvons désormais progresser sur ces objectifs.

Une qualité d'information déterminante

Depuis 2019, l'information sur l'état du réseau, nos zones de travaux et d'intervention est collectée et diffusée en temps réel grâce à 2 applications de données collaboratives, ViaPro et ViaFacil, développées en collaboration avec Orléans Métropole et la société Nextérité, dans le cadre du projet Interreg North



Hervé Gaurat

VICE-PRÉSIDENT
DU DÉPARTEMENT DU LOIRET
EN CHARGE DES MOBILITÉS
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE.

West Europe BE-GOOD¹. Sur ViaPro, les gestionnaires et professionnels (collecte de déchets, transports scolaires, secours, etc.) entrent les informations : travaux programmés, accidents, obstacles, ralentissements... Les interventions en urgence peuvent être signalées en temps réel, ce qui est déterminant pour la sécurité des équipes d'intervention. ViaFacil remonte toutes ces informations aux usagers. Mais son rayon d'action, circonscrit au département du Loiret, en limite l'impact.

Toucher un maximum d'automobilistes

Pour rendre l'information accessible au plus grand nombre, nous avons un

partenariat avec Waze à travers le programme Waze for Cities². L'idée a germé à la suite des inondations qui avaient fortement impacté le Loiret en 2016 et mis en évidence l'absence d'une communication transversale et en temps réel entre les professionnels de la route pour assurer la prise en charge des citoyens en difficulté à cause des nombreuses routes barrées et non praticables. Aujourd'hui, toutes les informations remontées dans les outils du Département se retrouvent en temps réel sur l'application Waze. Ainsi, ces données sont rendues accessibles à des millions d'automobilistes.

Un plus, au-delà de la sécurité

Cette collaboration entre les utilisatrices et utilisateurs, le gestionnaire et Waze est un gage de véracité des informations. Demain, dans le cadre de la mise en œuvre de notre schéma directeur des mobilités alternatives, elle nous aidera à accompagner les nouveaux usages. En diffusant en temps réel les informations sur les infrastructures (pistes cyclables, stations de covoiturage, ombrières pour la recharge des véhicules électriques...) mais aussi sur les trajets et les moyens de transport alternatifs à la voiture, nous pourrions favoriser l'intermodalité et réduire nos émissions de CO₂. »

¹ Building an Ecosystem to Generate Opportunities in Open Data

² Avec le programme Waze for Cities, Waze et les autorités administratives du monde entier partagent des données pour optimiser la planification urbaine, prendre de meilleures décisions concernant l'infrastructure et améliorer l'efficacité des opérations quotidiennes.

Waze au service des collectivités

CHIFFRES CLÉS EN FRANCE :

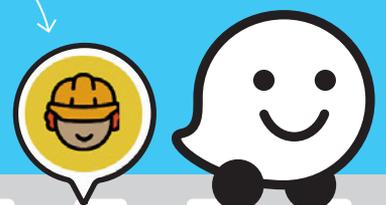
20 millions d'utilisateurs actifs chaque mois

+100 collectivités partenaires

1 million d'alertes par semaine en moyenne signalées par les Wazers

DISPOSER DE REMONTÉES D'INCIDENTS EN TEMPS RÉEL POUR OPTIMISER LES INTERVENTIONS D'URGENCE

Les services de secours qui le souhaitent peuvent recevoir des données en temps réel de la part de Waze, à partir des signalements faits sur l'app. Ceux-ci peuvent alors décider d'intervenir avant même d'avoir été appelés par des témoins ou victimes. Ils peuvent également décider de mettre en place les stratégies adéquates pour désengorger le trafic (condamnation d'une voie ou fermeture d'une route) ou intervenir en urgence.





“ Réduire nos émissions de CO₂ en répondant aux attentes de qualité de service ”

Entretien.

“ **D**ans l'esprit des dizaines de milliers d'actifs et de touristes qui chaque jour affluent à Monaco, la voiture

reste une évidence pour se déplacer. Ce territoire de 2 km², enclavé entre les Alpes et le littoral où les infrastructures ne sont pas extensibles, rencontre d'importants problèmes de congestion urbaine et de pollution. C'est pourquoi nous nous sommes fixé l'objectif de réduire de 20 % le nombre de voitures en circulation afin de revenir à un taux d'utilisation adapté à nos infrastructures et de respecter nos engagements environnementaux.

Communiquer massivement l'information en temps réel

Pour limiter la congestion urbaine, il faut d'abord être capable de communiquer l'information routière en temps réel aux automobilistes. Ainsi, nous utilisons les données de Waze pour diffuser sur nos panneaux à messages variables des informations sur les temps de trajet qui fluidifient le trafic. Nous intégrons également quelque 150 itinéraires types fournis par Waze à notre application mobile d'information urbaine Your Monaco, afin



George Gambarini

RESPONSABLE DU PROGRAMME
SMART CITY À LA DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE CHARGÉE
DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE,
UNE ENTITÉ DU GOUVERNEMENT
PRINCIER DE MONACO



que chacun puisse connaître, en un clic, les conditions de circulation sur son parcours. Réciproquement, Waze récupère les événements (routes fermées, travaux en cours, etc.) déclarés sur le système d'information de notre superviseur urbain et les partage en temps réel avec des millions d'automobilistes.

Augmenter l'impact de nos services

Réduire de 20 % le nombre de voitures en circulation implique aussi de privilégier les nouvelles mobilités douces tout en renforçant l'interopérabilité entre les différents modes de transport et l'information des usagers. D'un côté, nous

déployons donc des plans d'infrastructures de mobilité et des services publics. De l'autre, nous misons sur le numérique et l'utilisation de données pour en augmenter l'impact. Une application mobile de déplacements urbains et notre application de billettique unifiée Monapass facilitent par exemple l'accès aux services de vélos à assistance électrique et informent en temps réel sur les horaires de passage et les trajets des bus de la ville. Par ailleurs, afin d'augmenter le nombre de personnes transportées dans une même voiture, nous fédérons une communauté d'employeurs de la Principauté autour d'une application de covoiturage domicile-travail.

Comprendre et prévoir

À terme, la captation des données et leur exploitation nous aideront à comprendre les effets de nos décisions sur le trafic. Les applications telles que Waze seront essentielles pour optimiser le déploiement d'infrastructures de mobilité douce et les plans de circulation de transports en commun. Grâce au développement d'outils d'hypervision (*ndlr: outils qui procurent une vue intégrale de l'architecture des systèmes informatiques*) et de planification urbaine, nous développerons des capacités prédictives sur le trafic mais aussi sur la qualité de l'air et les nuisances sonores liées aux mobilités. »

PILOTER ET ADAPTER L'ÉCOSYSTÈME DE MOBILITÉ AU SEIN DE SON TERRITOIRE

Grâce à l'échange de données avec Waze, les villes peuvent adapter la signalétique ou l'éclairage d'une zone afin de réduire le taux d'accidents d'un axe, adapter les feux tricolores pour fluidifier le trafic, ou encore anticiper les prochaines infrastructures, de manière à réduire les embouteillages et améliorer la qualité de l'air.



DISPOSER D'INFORMATIONS EN TEMPS RÉEL SUR L'ÉTAT DES ROUTES AFIN D'AGIR RAPIDEMENT

En cas de signalement d'objet ou de véhicule arrêté sur la route, les opérateurs de services routiers peuvent intervenir plus rapidement, grâce aux informations remontées par Waze, pour sécuriser l'axe et faire en sorte que le trafic reprenne dans les meilleurs délais et conditions.



“ Nos solutions de micromobilité doivent profiter au plus grand nombre. ”

Fabrice El Gohary

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT, DOTT

Dott.

Complémentaires des transports en commun, les trottinettes électriques et les vélos à assistance électrique en libre-service se développent dans de nombreuses villes de France. Quelles sont les perspectives de développement pour ces nouvelles solutions alternatives à la voiture ?
Éléments de réponse avec Fabrice El Gohary, directeur du développement de Dott.

En quoi la micromobilité répond-elle aux enjeux de mobilité durable ?

La micromobilité permet de limiter le recours à la voiture individuelle en centre-ville ainsi que les nuisances associées à la congestion urbaine, à la qualité de l'air et au stationnement. Les vélos à assistance électrique et les trottinettes électriques participent, en effet, à la réduction de la pollution atmosphérique en ville. En individualisant les trajets des premiers et derniers kilomètres, la micromobilité favorise l'intermodalité et donc l'utilisation des transports publics. Elle couvre des zones mal desservies et les connecte au reste de la ville, et contribue également à la continuité du réseau de transports en commun en proposant des solutions la nuit ou les jours de grève, par exemple.

Quelle approche vous semble la plus adaptée aux besoins des villes ?

Une approche qui conjugue confiance, accessibilité et adaptabilité. Confiance, car nos équipes de maintenance garantissent la sécurité des utilisateurs et utilisatrices et la durabilité des matériels. Accessibilité, car nous apportons des solutions au plus grand nombre à travers des tarifs solidaires calqués sur ceux des transports en commun. Adaptabilité, enfin, grâce à des offres de service sur mesure, qui répondent aux besoins uniques des villes dans lesquelles nous opérons. En ce sens, nous sommes un partenaire responsable des villes, avec lesquelles nous partageons des données pour les aider à améliorer leurs infrastructures.

Comment mener à bien cette mission d'un service accessible à toutes et à tous ?

Du point de vue des utilisateurs et utilisatrices, l'introduction des vélos électriques a été clé, de par leur simplicité d'utilisation et du fait qu'ils conviennent mieux aux longs trajets. L'intégration de Google Maps aide également davantage de personnes à découvrir comment nous pouvons leur fournir l'option la plus efficace, en temps réel. Ensuite, pour que les tarifs restent accessibles, il faut maximiser les gains d'efficacité opérationnelle, que ce soit au niveau matériel ou organisationnel. Ainsi, les données fournies par Google Maps nous sont utiles pour adapter les déploiements à la demande et donc maximiser le nombre de trajets.

Ces solutions de micromobilité peuvent-elles se développer au-delà des grandes villes ?

Même si nous venons de déployer nos services à Bordeaux et Grenoble, nous discutons avec les villes de toute taille. Dans tous les cas, nous ne nous engageons que si nous sommes certains de pouvoir assurer un service de qualité. Notre but est d'être un partenaire de confiance, de faire en sorte que les services que nous offrons se maintiennent dans le long terme, tout en étant utiles et efficaces pour les villes où nous opérons.

À quoi peut-on s'attendre en termes de mobilité douce dans les années à venir ?

Le contexte économique actuel, avec un coût croissant de l'essence, favorise le développement de mobilités alternatives électriques. Le développement des mobilités douces devrait donc continuer, même si les stratégies changent d'échelle et que les territoires se questionnent sur les solutions à offrir. Nous souhaitons, pour notre part, développer des solutions innovantes, par exemple autour de vélos-cargos ou de trottinettes adaptables sur les fauteuils roulants pour les rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite.



Cybersécurité : comment mieux anticiper et réagir

En 2021, plus de 34 % des rançongiciels visaient des petites et moyennes entreprises ou des entreprises de taille intermédiaire¹. Les acteurs économiques prennent ainsi progressivement conscience de la nécessité de se former à la cybersécurité. Exemple à l'occasion d'une journée spéciale au Google Atelier Numérique de Rennes.

¹ Source : ANSSI, Panorama de la menace informatique 2021.



Reportage.



V

oilà 4 ans que Benoît Croguennec, gendarme de profession, s'est lancé dans une nouvelle aventure. Depuis l'obtention en 2020 de son diplôme universitaire en cyberdéfense, il conseille désormais les entreprises et collectivités en matière de sûreté bâtiminaire et les sensibilise à la lutte contre la cyberdélinquance. Benoît Croguennec est

devenu référent sûreté de la Gendarmerie nationale, autrement dit un superconseiller en matière de protection des données en ligne. « Le métier existe depuis 2010 et nous avons développé notre activité de conseil vers ce qui nous préoccupe le plus : la sécurité économique des entreprises et collectivités », explique-t-il autour d'un café matinal, avant de

prendre la parole. « La question que les entreprises et collectivités doivent désormais se poser n'est plus "Est-ce que je vais être attaqué ?" mais "Quand est-ce que je vais être attaqué ?". »

Le gendarme est l'un des invités de cette journée de sensibilisation aux fondamentaux de la cybersécurité, sans frais et ouverte à tous, organisée au Google Atelier Numérique de Rennes. Un « moment d'échange détendu », s'amuse ce militaire heureux d'être « accueilli avec le sourire » par des citoyens comme Cédric, chef de projet en circuit logistique. « Il a modernisé l'image du gendarme », confie ce dernier après 1 heure 30 de conférence. À 46 ans, cet expert informaticien d'une PME confrontée par le passé au piratage de son système de gestion est venu apprendre à réagir à un tel scénario. « J'ai appris qu'il ne fallait pas éteindre son ordinateur, mais l'isoler du reste du système. Autre exemple : les mots de passe de mon entreprise sont regroupés dans un Google Drive, se repent-il. J'ai compris que c'était une erreur. Je vais lister nos failles et m'atteler à un plan de sécurité dès demain. »

« Devenir conseiller en cybersécurité, même en partant de zéro »

Le dernier rapport de l'état de la cybercriminalité de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information), publié en mai 2022, montre en effet qu'un peu plus de 50 % des attaques déclarées concernent les PME. « La cybersécurité est un sujet incontournable, qui peut paraître très technique de l'extérieur, surtout pour les personnes éloignées du numérique, mais chacun à son échelle peut mettre en place des actions simples pour se protéger », avance Audrey Leroy, responsable du programme



Laurence recueille les conseils du coach Pierre, afin d'améliorer les cours de soutien sur la cybersécurité qu'elle donne dans une association d'aide aux seniors.



“ ”

La question que les entreprises et collectivités doivent désormais se poser n'est plus : 'Est-ce que je vais être attaqué ?' mais 'Quand est-ce que je vais être attaqué ?'.

Benoit Croguennec
RÉFÉRENT SÛRETÉ DE
LA GENDARMERIE NATIONALE



Google Ateliers Numériques Bretagne, Centre-Val de Loire et Pays de la Loire. « L'un des grands sujets du début de l'année 2022, c'était la double authentification en matière de mot de passe, abonde Pierre Hello, en charge des formations "Cybersécurité pour les e-marchands" et "Cybersécurité appliquée au télétravail". Et d'un autre côté, le mot de passe le plus utilisé dans le monde reste 123456. Nous devons sensibiliser le public ! »

En une heure, le jeune homme de 28 ans livre une multitude d'outils concrets



Selon le consultant en sécurité des usages numériques Régis Le Guennec, 1 274 nouveaux virus sont créés chaque seconde dans le monde.



pour : sécuriser un paiement en ligne via la double authentification, renforcer ses mots de passe, créer des pare-feu, reprendre le contrôle sur ses données ou encore savoir si son adresse e-mail a fuité sur Internet.

« C'est le quatrième atelier auquel j'assiste », raconte Prassaya, l'un des participants à l'atelier venu de Dinard, qui développe une calculatrice dématérialisée pour les professionnels du patrimoine. « J'aime l'écoute et l'accessibilité des coaches. Ils sont rassurants sur ce sujet anxiogène. En

“ / ”

En cybersécurité, on dit souvent que c'est la faiblesse de la victime plus que la force de l'attaquant qui est déterminante.

Régis Le Guennec
CONSULTANT SPÉCIALISÉ
DANS LA SÉCURITÉ
DES USAGES NUMÉRIQUES

rentrant, je vais changer mes mots de passe... » Assise à ses côtés, Jhoselina confirme : « Les ateliers sont dynamiques. Je reviendrai me former pour devenir conseillère en cybersécurité, un poste recherché par les entreprises. J'ai compris, aujourd'hui, que c'était possible, même en partant de zéro ». À la fin de la journée, elle aura appris à détecter une campagne de "phishing" (*hameçonnage*, *ndlr*), à s'assurer que son antivirus est activé, mais aussi le principe de la triple sauvegarde et l'ensemble de ce qui forme "la défense en profondeur", tel qu'exposé l'après-midi par Régis Le Guennec, un consultant spécialisé dans la sécurité des usages numériques : « Cette technique a été créée par Vauban, un architecte militaire connu pour ses fortifications imprenables : il multipliait les lignes de défense pour retarder l'assailant et se donner le temps de réfléchir.



En marge des formations, le gendarme Benoît Croguennec rappelle à Audrey l'importance de la sauvegarde "à froid" sur un disque dur débranché de l'ordinateur principal.

En cybersécurité, on dit souvent que c'est la faiblesse de la victime plus que la force de l'attaquant, qui est déterminante. Car malheureusement, un pirate, c'est comme une taupe : le mieux que l'on puisse faire, c'est lui mettre suffisamment de bâtons dans les roues pour le décourager ». Et lorsque sonne la fin des ateliers à 17h, un aphorisme cité un peu plus tôt dans la journée résonne particulièrement. Celui du philosophe allemand Klaus Klages : « La plupart des problèmes informatiques se trouvent entre le clavier et la chaise ». Loin d'être une question d'ordre purement technique, la cybersécurité reste en effet avant tout un enjeu profondément humain, tant par les connaissances qu'elle suppose que par les conséquences qu'elle induit.

“Les cyberat n’arrivent pas qu’aux autres”

Rançongiciels, hameçonnage, piratage de comptes en ligne... les menaces informatiques n’ont jamais autant pesé. Pour autant, 65 % des personnes élues et des gestionnaires de collectivités de moins de 3 500 habitantes et habitants estiment que le risque de cyberattaque est faible, voire inexistant*. Comment mieux accompagner celles et ceux qui sont la cible de ces nouvelles formes d’attaque ?

*Source : Cybermalveillance.gouv.fr

+ 95%

c’est l’augmentation des demandes d’assistance par des collectivités ou entreprises en 2021 à la suite d’une attaque, les rançongiciels restant la 1^{re} menace
(Source : Cybermalveillance.gouv.fr)

Près de

30%

des collectivités territoriales ont été victimes en 2020 d’une attaque au rançongiciel
(Source : Clusif.)

12%

seulement des collectivités ont connaissance de mécanismes juridiques concrets pour répondre aux enjeux de la cybersécurité
(Source : FNCCR.)



Interview.

Jérôme Notin,

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
CYBERMALVEILLANCE.GOUV.FR

Observe-t-on un accroissement des cyberattaques ciblant des entreprises publiques et privées ?

La numérisation croissante des entreprises, des services aux administrés et des outils que les collectivités utilisent en interne rend ces organismes plus perméables aux actes de cyberattaque. Les chiffres en témoignent : en 2021, 173 000 victimes ont fait appel à notre dispositif national d’assistance, qu’il s’agisse de particuliers, d’entreprises ou de collectivités – en augmentation de près de 70 % par rapport à 2020. Un nombre déjà largement dépassé pour l’année 2022. Nous observons, en parallèle, une professionnalisation des escroqueries numériques. Les cybercriminels ont énormément de moyens et sont organisés comme des mafias, avec des groupes spécialisés, créatifs et réactifs. Un exemple :

taques



la cathédrale Notre-Dame de Paris était encore en train de brûler que l'on voyait déjà apparaître des faux sites de cagnotte. Qui aurait pu imaginer cela ?

Les organismes locaux ont-ils pleinement conscience de ces risques ?

Insuffisamment. Nous avons publié, par exemple, une étude évaluant le niveau de maturité et de sensibilisation des personnes élues dans les collectivités de moins de 3 500 habitantes et habitants, qui représentent quelque 31 700 communes. Résultat : 65 % d'entre elles estiment que le risque de cyberattaque est faible, voire inexistant, et les 2/3 des publics (maires, adjointes et adjoints, agents) n'ont jamais été formés à la sécurité numérique. En 2022, qui plus est dans un contexte de massification du télétravail, occulter les principes de cybersécurité n'est pas pensable.

Les actrices et acteurs des territoires présentent-ils un intérêt particulier pour les cybercriminels ?

Le sujet n'est pas tant celui de la rançon, les collectivités ayant peu d'argent, que celui des données personnelles. Prenons l'exemple de la cantine : en piratant le système d'information de la collectivité, on peut obtenir le nom des enfants inscrits, l'adresse postale de leurs parents et éventuellement leur RIB. Ce peut être le point de départ d'une escroquerie, qui peut revêtir diverses formes : piratage de compte, violation de données personnelles, virus, usurpation d'identité... La menace principale est l'hameçonnage, en hausse de 143 % en 2021 par rapport à 2020.

De quelles solutions les territoires disposent-ils pour endiguer ce risque ?

Pour commencer, des solutions très simples, comme les pare-feu et les antivirus, existent. D'après nos études, 77 % des collectivités de moins de 3 500 personnes n'ont pas de responsable informatique et en externalisent la gestion. Or, ces prestataires font de l'informatique mais pas toujours de la cybersécurité. Notre label ExpertCyber a vocation à permettre aux collectivités d'identifier partout en France les prestataires de confiance. Nous en avons évalué techniquement et certifié plus de 200. Notre dispositif "Alerte Cyber", lancé avec les principales fédérations des entreprises MEDEF, CPME, U2P, CCI... peut aussi alerter les entreprises en temps réel sur la nature des menaces qui pèsent sur elles et les aider à prendre les bonnes décisions

en cas de crise. Nous avons également édité un guide pratique avec Bpifrance à destination des dirigeantes et dirigeants de TPE, PME et ETI, et publié avec la CNIL un guide sur la responsabilité juridique des personnes élues dans les collectivités. Enfin, nous venons de lancer avec l'AMF une méthodologie clé en main pour permettre aux collectivités de sensibiliser leurs agents à la cybersécurité, car c'est l'affaire de tous.

En quoi la formation est-elle essentielle ?

Avant même la formation, il y a la sensibilisation. Nous avons produit 4 vidéos jouant sur l'univers des fables de La Fontaine pour répondre aux justifications le plus souvent avancées par les personnes élues pour différer le sujet :

“ ”

Avant même la formation, il faut sensibiliser les collectivités.

« Pas ma priorité », « Pas de budget », « Pas concerné » et « Pas le temps ». Sur le volet formation, nous avons engagé des travaux visant à former courant 2023 des prestataires de terrain pour leur permettre d'être éligibles à notre label "ExpertCyber". Par ailleurs, notre partenaire Google France a lancé le "Cyber Tour", une tournée de sensibilisation et de formation à la cybersécurité des TPE-PME à travers 11 villes de France, et a soutenu la création d'une édition spéciale des Incollables – "Deviens un superhéros du Net" – par l'association e-Enfance pour sensibiliser les élèves de primaire aux dangers d'Internet et aux bons réflexes à adopter.

Quels sont vos projets de cybersécurité en cours ?

Un équivalent numérique du numéro d'urgence, "17 Cyber", devrait voir le jour sous peu pour les victimes de cyberattaque. Des incidents comme le piratage du Centre hospitalier Sud Francilien (CHSF) de Corbeil-Essonnes, en août, ou de la mairie de Caen, en septembre, sont des catalyseurs. Ils amènent à prendre conscience du fait que ces attaques n'arrivent pas qu'aux autres. Nous partons de loin mais si les prises de conscience du privé comme du public convergent, j'ai bon espoir que nous finissions par être collectivement mieux armés et prêts pour y faire face.

FORMER pour RAPPROCHER

La transition numérique s'invite dans tous les domaines de la vie quotidienne. Pourtant, 13 millions de Françaises et de Français se déclarent encore éloignés du numérique¹. L'âge, le milieu social ou le lieu de vie peuvent contribuer à cet éloignement. Pour y remédier, des associations agissent au quotidien dans le but de favoriser leur montée en compétence. Avec un objectif bien précis : que le numérique n'ait plus de secrets pour personne.

Décryptage.

“**N**

e pas savoir utiliser le numérique, aujourd'hui, c'est un peu comme ne pas savoir lire et écrire hier. » Guylaine Brohan, qui fait ce constat, est à la tête du premier mouvement familial associatif de France. Depuis près de 80 ans, Familles Rurales agit dans les zones rurales et périurbaines pour soutenir les familles,

rompre leur isolement et améliorer leur qualité de vie. Et si le numérique n'est qu'une des facettes de l'éventail de solutions mises en œuvre par Familles Rurales, il n'en est pas moins devenu incontournable. « Même quand ils utilisent parfaitement les réseaux sociaux, les jeunes sont parfois dans l'incapacité de rédiger un CV ou de déclarer leurs impôts. Certains parents se sentent perdus face aux outils scolaires numériques de leurs enfants. Quant aux personnes âgées, nos plus nombreux demandeurs, elles sont très conscientes de l'importance de ces outils dans leur vie quotidienne. »

Margaux Joyen-Dufau, directrice des Astroliens, jeune association parisienne qui accompagne les seniors dans leur usage du numérique, a pu faire ce constat sur le terrain lors d'un passage dans un EHPAD : « Réaliser ses démarches en ligne ou

13 millions
de personnes sont éloignées
du numérique¹

envoyer des e-mails aide les seniors à conserver une autonomie. Je me suis donc demandé pourquoi il n'y avait pas une plus grande attention portée au numérique ».

Bonne question, lorsque 67 % des plus de 75 ans se sentent dépassés par le numérique². D'autant plus que les seniors ne sont pas les seuls touchés : les revenus se révèlent également un facteur déterminant dans l'éloignement du numérique. Selon une étude récente de l'INSEE, parmi les 10 % de ménages les plus modestes de France, seuls 68 % disposaient d'un ordinateur et 75 % d'un



Monia Maganda
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE CITÉ TECH

“

Le numérique
a un vrai
pouvoir d'inclusion
sociale.

”



accès à Internet³. Alors que – toujours selon l'INSEE –, la dématérialisation de l'administration s'accroît, le risque d'éloignement s'accroît pour ces populations peu équipées et/ou mal formées.

Habitée à évoluer dans le milieu associatif, Monia Maganda a découvert l'univers du numérique et son pouvoir d'inclusion sociale en participant à un programme "Hackeuses" dédié aux femmes sur la découverte de l'écosystème du numérique. Elle s'est donné pour objectif de réduire cet éloignement du numérique en Seine-Saint-Denis, où 90 000 foyers touchent le RSA⁴. « Les démarches administratives, le monde du travail, la santé, même la manière d'échanger avec nos proches ont changé. Tout le monde doit monter en compétence, faire une mise à jour », observe la directrice de l'association Cité Tech, qu'elle a fondée en 2018.



“

Une personne
formée, c'est une
personne en capacité
de dédramatiser
la pratique
du numérique.

”

Guylaine Brohan
PRÉSIDENTE DE
FAMILLES RURALES



Le défi de l'inclusion passe par la formation

Les 3 représentantes de ces associations – toutes lauréates du Google.org Impact Challenge – s'accordent sur la nécessité de former ces publics éloignés du numérique. Chacune le fait à sa manière, avec ses propres solutions, mais toutes ont à cœur d'aller à leur rencontre pour leur transmettre ces compétences clés. Familles Rurales a ainsi pu implanter des points de médiation numérique sur tout le territoire, avec l'aide supplémentaire



Inclusion numérique

provenant de la dotation. « Nous avons ouvert, en 2021, 150 points de médiation numérique, répartis dans 46 départements. Au total, quelque 15 000 jeunes et moins jeunes ont ainsi pu monter en compétence sur le numérique. Notre objectif pour 2023 est d'élargir à 55 départements la couverture des points de médiation et de former 30 000 apprenants », annonce sa présidente, Guylaine Brohan. Car pour elle, le défi de l'inclusion passe par une formation la plus large possible au numérique : « Une personne formée, c'est une personne en capacité de dédramatiser la pratique du numérique, mais aussi d'en former une autre. Notre ambition, au fond, c'est de créer une chaîne d'apprentissage solidaire, qui puisse familiariser 100 % des familles des territoires ruraux et périurbains au numérique. »

Les Astroliens, l'association de Margaux Joyen-Dufau, a fait le choix pour les seniors d'ateliers personnalisés animés par des bénévoles. « Cet accompagnement commence par un diagnostic individuel, puis s'adapte aux besoins et envies de chacun », explique la directrice. Apprentissage du fonctionnement des messageries instantanées pour communiquer avec ses proches, démarches administratives, installation d'une box Internet à la maison, utilisation d'applications de bridge, achat de billets de train ou prise de rendez-vous sur des plateformes d'e-santé, tout y passe. À un certain âge, l'apprentissage de l'e-santé revêt une importance particulière : « Nous avons organisé des sessions découverte sur le dossier médical partagé d'Ameli (ndlr : le site officiel de l'Assurance maladie), ainsi qu'une sensibilisation sur les recherches de symptômes sur Internet, pour

identifier les sites frauduleux et aiguïser leur sens critique face à des contenus pas toujours contrôlés ». Chaque année, plus de 200 seniors bénéficient de cet accompagnement.

Du côté de Cité Tech, la solution itinérante a été retenue. En Seine-Saint-Denis, on aperçoit parfois un engin aux faux airs de food truck : c'est le Fablab Mobile Tour, le camion de l'association qui va à la rencontre de celles et ceux qui en ont besoin. Par sa capacité à s'intégrer à l'environnement, le Fablab suscite la confiance là où il fait escale. Équipée d'imprimantes 3D et proposant des ateliers d'acculturation numérique et d'aide à la recherche d'emploi, Cité Tech s'adresse par ce biais aux adultes comme aux jeunes adolescents : « On leur apprend à se créer une adresse mail, à utiliser un serveur en ligne, à candidater sur LinkedIn, à organiser une visioconférence... Souvent, les ados maîtrisent les réseaux sociaux. Alors, on leur apprend, dans leur recherche de stage ou d'alternance, à valoriser cette pratique qui est aussi un gage de créativité ».

De meilleurs outils à imaginer

Monia Maganda aimerait bien retourner le problème. Elle appelle de ses vœux des outils mieux pensés, qui facilitent

l'usage du numérique à celles et ceux qui n'y sont pas familiers. En d'autres termes, plutôt que de former des personnes à l'utilisation des outils, pourquoi ne pas adapter ces derniers aux pratiques des utilisateurs et utilisatrices ? Guylaine Brohan, présidente de Familles Rurales, la rejoint sur ce point : « Un travail d'adaptation des outils doit être mené, sous peine de décrochage, en particulier, des personnes âgées ». Alors, pour l'avenir, Monia Maganda rêve de grandes assises du numérique qui mesureraient le véritable impact de la mutation numérique. Pour que plus personne n'en soit éloigné.



Margaux Joyen-Dufau
FONDATRICE ET DIRECTRICE
DES ASTROLIENS



Envoyer des mails permet aux seniors de conserver une autonomie dont ils sont parfois dépossédés.



68%

seulement des
10% des ménages
les plus modestes
de France
disposaient d'un
ordinateur en 2021

(Source : INSEE)



1. Source : Défenseur des Droits, 2020.

2. Source : INSEE, 2019.

3. Source : INSEE, 2021.

4. Source : Département de Seine-Saint-Denis, 2021.

Google Ireland Limited, Gordon House,
Barrow Street, Dublin 4, Irlande
Numéro d'enregistrement : 368047
Numéro de TVA : IE6388047V

Ceci est une communication de Google.

Conception et réalisation :

Edelman

Directeur de la publication :

Raphaël Goumain

Comité de pilotage :

Raphaël Goumain, Hélène Marlaud,
Lionel Gies, Charles Alf Lafon

Directrice de la rédaction :

Camille Chatillon

Conseil éditorial : Alexis Tain

Responsable d'édition : Benoît Niaudet

Chargée d'édition : Marie Marty

Direction Artistique : Anthony Teixeira /
DotStudio

Secrétaire de rédaction : Hélène Dachy /
Ellipse

Iconographie : Benoît Niaudet

Illustrations : Pat Grivet

Crédits iconographiques : Alamy, C40,
Nicolas Chevalier, Dott, Alexandre Faraci,
Association Féminisme Populaire, Google,

Jean-François Guillon, Clémence Héroult, Ipsos,
Bernard Lachaud, Département du Loiret,
Joseph Melin, Principauté de Monaco, Pierre
Morel, Stéphanie Tétu, VIP Studio 360, DR.

Fabrication : EG+ Worldwide

Remerciements

La rédaction souhaite remercier
chaleureusement toutes les personnes
qui ont rendu possible ce 7^e numéro d'Azerty.
Et plus particulièrement : Sylvain Beucher,
Nicolas Chevalier, Sarah Clévy, Flavio
Coppola, Anaïs Crouzet, Mélanie Deraime,
Yoann Duperthuy, Alain Fernandes, Mélanie
Gancel, Vanessa Giorno, Amandine Guay,
Olivier Guillin, Béatrice Hervieu, Sébastien
Hueber, Carine Karailiev, Kristell Klosowski,
Anne-Sophie Le Bras, Audrey Leroy, Mathilde
Méchin, Adrian Philip, Sébastien Missoffe,
Charlotte Radvanyi, Raphaël Rougier, Yannick
Siveton, Marc Vincent, Niki Vouzas

ISSN : en cours

Dépôt légal : à parution



Retrouver également ce magazine en ligne (about.google/stories/azerty).
Vous pourrez également en obtenir l'audiodescription grâce à l'extension
pour navigateur ChromeVox.



Depuis 10 ans, nos Ateliers Numériques accompagnent les artisans de Nouvelle-Aquitaine comme Sylvie.

 Comment être plus visible sur internet

Ça, c'est ce que se demandait Sylvie, propriétaire d'un domaine familial à Petit-Palais-et-Cornemps. Depuis, elle a amélioré sa visibilité en ligne avec les conseils de Pierre, coach des Ateliers Numériques Google, et cela sans frais. Aujourd'hui, elle continue à développer ses gîtes.



Ensemble, nous soutenons les artisans-commerçants:

